



## Mobilisons-nous massivement le 1er février 2024 pour faire reculer la réforme des LP

Depuis plus d'un an, une intersyndicale large et unie, dénonce la réforme des lycées professionnels et s'organise pour la combattre. Notre mobilisation et notre détermination ont permis des reculs de la part de la ministre déléguée C. Grandjean. La grève du 12 décembre, comme premier élan, a été une réussite en termes de mobilisation et de visibilité médiatique. Le 1<sup>er</sup> février, il nous faut augmenter la pression car cette réforme s'annonce dévastatrice pour les élèves et les personnels de lycée professionnel.

La nouvelle ministre Amélie Oudéa-Castéra, par son entrée en matière démontre, qu'elle se soucie peu de la défense de l'École publique. L'enseignement professionnel, qui en est une spécificité, est sans aucun doute encore plus éloigné de ses préoccupations.

Pour la CGT Éduc'action, le SNETAA, le SNUEP-FSU, le SNES-FSU, le SNEP-FSU, le SNALC, SUD éducation et la CNT-FTE, la mise en place de cette réforme, dès la rentrée 2024, sur l'ensemble des niveaux du bac professionnel est brutale et irresponsable. La suppression de 170 heures de cours pour nos élèves est inacceptable et va entraîner une baisse conséquente des dotations horaires. De plus, avec la désorganisation complète de la classe de terminale bac pro, année pourtant cruciale pour l'obtention du diplôme, C. Grandjean a orchestré le basculement de nos métiers et des lycées pros vers du formatage à l'emploi. La volonté d'élaborer la carte des formations en fonction des besoins locaux d'emplois va dans le même sens. À terme les suppressions de postes et les reconversions forcées vont se multiplier, et notre statut sera remis en question.

Alors que le texte transformant la grille horaire de bac pro et supprimant des heures de cours a été rejeté massivement lors de la séance du Conseil supérieur de l'Éducation du 8 janvier (52 contre, 17 abstention, 0 pour !), l'arrivée des premières dotations horaires dans les établissements confirme son application. Pour autant, nous sommes déterminé-es à faire reculer cette réforme libérale et à imposer un véritable dialogue social concernant l'avenir du lycée professionnel.

C'est pourquoi la CGT Éduc'action, le SNETAA-FO, le SNUEP-FSU, le SNES-FSU, le SNEP-FSU, le SNALC, SUD éducation et la CNT-FTE appellent les collègues des lycées professionnels à se mobiliser massivement le 1er février 2024 et à rendre visible, ce jour-là, par des initiatives locales, les revendications pour la défense de la voie pro.